Consultation des parties prenantes

Comme l'indique le rapport du projet pilote de l'UNICEF sur l'industrie extractive, « la plupart des entreprises d'extraction minière reconnaissent les enfants comme des parties prenantes vulnérables et certaines ont pris des engagements politiques manifestes quant à la gestion des impacts sur ces parties prenantes. Toutefois, très peu de connaissances institutionnelles sont disponibles sur la question de la définition de la vulnérabilité applicable aux enfants vivant à proximité des exploitations minières. »¹⁰

---

¹⁰ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Children's Rights and the Mining Sector: UNICEF Extractive Pilot*, UNICEF, Genève, mars 2015, p. 6. Disponible à l'adresse : www.unicef.org/csr.

L'Outil 2 se penche sur la consultation des parties prenantes en faveur des questions relatives aux droits de l'enfant spécifiques au secteur minier en raison de ses répercussions sociales et environnementales, aussi bien positives que négatives, sur la vie des enfants et des jeunes. Cet outil explique comment les entreprises d'extraction minière peuvent susciter une consultation utile et efficace des parties prenantes en faveur des droits de l'enfant aux niveaux administratif et opérationnel. Il vise à :

- aider les entreprises à mieux comprendre les avantages liés à la prise en compte des droits de l'enfant dans leur processus existant de consultation des parties prenantes ;
- offrir des exemples de situations et de contextes dans lesquels une consultation sur les questions relatives aux droits de l'enfant peut s'avérer particulièrement importante ;
- doter les entreprises d'outils simples permettant de développer les activités de la consultation des parties prenantes sur les questions liées aux droits de l'enfant, notamment grâce à la consultation directe des enfants.

Le présent outil doit être lu conjointement avec le document « *Engaging Stakeholders on Children's Rights* » de l'UNICEF, qui fournit des informations détaillées sur la manière de gérer la consultation directe avec les enfants de façon éthique et en veillant à disposer des garanties appropriées.

Les entreprises d'extraction minière utilisant l'Outil 2 sont supposées connaître les principes généraux et les activités standards de la consultation des parties prenantes. Elles doivent notamment saisir l'importance d'impliquer des groupes potentiellement plus vulnérables aux impacts opérationnels du fait de leur place dans la société et de leurs caractéristiques démographiques, tels que les femmes, les personnes âgées, les enfants et les jeunes, les minorités ethniques et culturelles et les populations autochtones. Ces populations vulnérables doivent être consultées tout au long de la durée de vie d'un projet minier afin de s'assurer que les problèmes et les préoccupations des personnes les plus durement touchées par les activités d'exploitation minière sont identifiés et traités.

RESSOURCES sur la consultation des parties prenantes

Engaging Stakeholders on Children's Rights: A tool for companies, Disponible à l'adresse : <www.unicef.org/csr/568.htm>

A Strategic Approach to Early Stakeholder Engagement: A good practice handbook for junior companies in the extractive industries, IFC (SFI). PDF disponible à l'adresse : <https://commdev.org/userfiles/FINAL_IFC_131208_ESSE%20Handbook_web%201013.pdf>

Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour un engagement constructif des parties prenantes dans le secteur extractif, Organisation de coopération et de développement économiques. Disponible à l'adresse :

<<http://mneguidelines.oecd.org/stakeholder-engagement-extractive-industries.htm>>

Boîte à outils d'évaluation socioéconomique (SEAT), Anglo American. PDF disponible à l'adresse :

<www.angloamerican.com/~media/Files/A/Anglo-American-Plc/docs/seat-toolbox-v3.pdf; <http://www.angloamerican.com/~media/Files/A/Anglo-American-PLC-V2/documents/communities/seat-overview-french.pdf>> (la version en français)

2.1 Pourquoi est-il important d'aborder la consultation des parties prenantes à travers le prisme des droits de l'enfant ?

La consultation des parties prenantes peut être définie comme « un processus continu d'interaction et de dialogue entre une entreprise et ses acteurs potentiellement concernés, ce qui permet à l'entreprise d'entendre, de comprendre leurs intérêts et préoccupations – notamment par une collaboration – et d'y répondre ». ¹¹

Même une consultation solide des parties prenantes incluant les groupes vulnérables, tels que les femmes et les populations autochtones, peut ne pas prendre en compte les questions relatives aux droits de l'enfant. Ce manquement peut reposer sur l'hypothèse que le point de vue des enfants est suffisamment représenté par d'autres parties prenantes, telles que les aînés de la communauté. Toutefois, une multitude de raisons peuvent empêcher les adultes de comprendre et formuler correctement les perceptions et les besoins des enfants.

Aborder la consultation des parties prenantes à travers le prisme des droits de l'enfant peut permettre d'améliorer la qualité des activités de la consultation des parties prenantes et d'accroître l'efficacité des systèmes de gestion associés. Il est également important qu'une entreprise tienne compte des droits de l'enfant dans son processus de consultation des parties prenantes pour les raisons suivantes :

- Les enfants sont les futurs représentants de leur communauté, et leur participation augmente donc la probabilité de conserver un permis social d'exploitation à long terme.
- La consultation des parties prenantes permet d'étayer les activités de l'entreprise, comme la gestion des impacts, qui auront une incidence sur la vie des enfants aujourd'hui et à l'avenir. Les enfants doivent pouvoir participer et exprimer leur opinion sur les activités qui les concernent.
- Recueillir le point de vue des enfants au travers du processus de la consultation des parties prenantes peut fournir aux entreprises d'extraction minière des informations supplémentaires sur des questions d'importance qui pourraient avoir été omises par d'autres intervenants et offre un aperçu des facteurs sociaux ayant une incidence sur les groupes vulnérables (p. ex., les motivations/besoins des enfants et des jeunes les poussant à effectuer une activité minière artisanale saisonnière). Par exemple, au Malawi, la consultation des parties prenantes défendant les droits de l'enfant dans les activités d'une entreprise minière a révélé que les richesses présentes dans la zone des opérations attiraient des groupes de criminels qui embauchaient des enfants de la communauté locale pour siphonner les réservoirs des camions de l'entreprise. ¹²

Scénario Ce type d'informations permet de mener des recherches approfondies sur les répercussions touchant les groupes défavorisés, y compris les enfants vivant ou travaillant dans la rue, les orphelins et les enfants travailleurs. Il peut également s'avérer utile pour définir des stratégies d'atténuation efficaces, comme l'illustre le scénario suivant :

Une entreprise d'exploration souhaitait établir un camp sur un chemin qui conduisait à une source d'eau. Grâce à la consultation avec des femmes et des filles, l'entreprise a compris que bloquer le chemin obligerait les filles à parcourir des distances considérables pour aller chercher de l'eau. De plus, elles seraient susceptibles de croiser des inconnus, dans un environnement étranger et isolé, les exposant ainsi à un risque accru d'exploitation sexuelle. Déplacer le camp et le clôturer pour y limiter l'accès permettraient de réduire la distance à parcourir pour aller chercher de l'eau, offrant ainsi l'avantage de réduire le temps consacré par les filles à cette tâche et de diminuer le risque d'exposition aux maladies contagieuses et aux infections sexuellement transmissibles.

¹¹ Haut-Commissariat aux droits de l'homme, *La responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'homme : Guide interprétatif*, Nations Unies, New York et Genève, 2012, p. 7. Disponible à l'adresse : <http://www.ohchr.org/EN/Issues/Business/Pages/Tools.aspx>

¹² Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Engaging Stakeholders on Children's Rights: A tool for companies*, UNICEF, New York, septembre 2014, p. 15.

Encadré 3. S'appuyer sur les coutumes locales pour impliquer les jeunes de Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, une entreprise canadienne d'exploitation de mines d'or devait impérativement impliquer la communauté locale si elle voulait conserver son permis social d'exploitation. Étant donné que les enfants et les jeunes représentaient un pourcentage élevé de la population, ils étaient considérés comme un groupe de parties prenantes clés par l'entreprise, qui ne pouvait pas partir du principe que l'acceptation de l'exploitation minière par les adultes entraînait systématiquement l'accord de la jeune population.

Conformément aux coutumes locales, le chef du village et ses associés représentaient la voix du plus grand nombre lors des réunions communautaires, compliquant ainsi la tâche de l'entreprise de consulter les jeunes sur les politiques et processus les concernant. Les consultations précédentes avaient montré que le point de vue des jeunes n'était pas pris en compte. Par exemple, à la suite des consultations, l'entreprise avait construit un centre communautaire, mais les enfants et les jeunes ne l'utilisaient pas, car ils auraient préféré un centre de santé.

Pour s'assurer que la voix des jeunes était bien entendue lors des activités de sensibilisation communautaire, l'entreprise a élaboré une méthode non traditionnelle de consultation s'appuyant sur les forces des coutumes locales, par exemple en intégrant le chant et la danse. Les agents de terrain ont été formés aux méthodes élémentaires de recherche participative.

Par ailleurs, l'entreprise a développé un programme d'éducation par les pairs pour sensibiliser la communauté aux principaux messages de santé et obtenir l'avis de la population sur l'impact de ses opérations. Les pairs éducateurs, choisis par et pour leur communauté, ont participé à une formation sur l'éducation à la santé afin de sensibiliser par la suite les jeunes de leur village. Les jeunes ont également été encouragés à faire part de leur point de vue concernant les répercussions de l'exploitation minière sur leur vie et leur communauté.

Tous ces commentaires ont été consignés dans des « comptes rendus de réunion condensés », un type de document adapté des pratiques traditionnelles et permettant un enregistrement efficace des données pertinentes. Par la suite, les données ont été classées et utilisées pour guider le travail de l'équipe des relations communautaires, la stratégie de recrutement du personnel de l'entreprise et la mise en œuvre des programmes de développement communautaire. Les jeunes sont désormais consultés séparément lors des évaluations des besoins de développement communautaire, une étape précédant chaque décision de construction ou de réparation d'infrastructures communautaires, telles que des puits, des centres de santé, des pharmacies ou des écoles.

Source: Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Engaging Stakeholders on Children's Rights: A tool for companies*, UNICEF, New York, septembre 2014, p. 20.

2.2 Dans quelles circonstances les entreprises minières doivent-elles consulter directement les enfants ?

La consultation des parties prenantes en faveur des droits de l'enfant n'est pas toujours nécessaire, mais peut s'avérer utile pour les entreprises traitant de problématiques affectant particulièrement les droits de l'enfant du fait de la taille, de la nature ou du contexte de leurs opérations. L'utilisation de *l'Outil d'auto-évaluation de l'impact sur les droits de l'enfant* permettra aux entreprises d'éclaircir ce point. La consultation des enfants et/ou des défenseurs des droits de l'enfant peut s'avérer bénéfique dans les processus suivants :

- Déterminer plus précisément les effets de la dégradation et de la pollution environnementales, telles que la contamination radioactive due à l'extraction d'uranium, et de l'utilisation et de l'élimination du mercure et du cyanure dans le traitement de l'or sur la santé et le bien-être des enfants, ainsi que l'impact de la contamination des écosystèmes, notamment sur les moyens de subsistance et les services (voir *l'Outil 5. Environnement et l'Outil 7. Santé et Sécurité*).

- Comprendre et gérer les effets des déplacements économiques, de la perte des terres agricoles et de la réinstallation physique des ménages dus à l'implantation de projets d'extraction minière. La consultation sur les questions des droits de l'enfant peut fournir des informations sur un large éventail de critères socioéconomiques essentiels, tels que l'accès aux services sociaux, la participation des enfants aux activités génératrices de revenus formelles et informelles du foyer et le nombre de ménages dirigés par une femme célibataire et/ou un jeune pouvant ne pas être reconnu comme propriétaires terriens par les lois nationales (*voir l'Outil 3. Réinstallation*).
- Gérer l'afflux de travailleurs et d'autres migrants vers les zones minières. Accorder une attention particulière au point de vue des enfants et à leurs droits peut permettre de recueillir des informations importantes sur la composition des populations de migrants et sur l'impact potentiel de ces déplacements de population sur les services sociaux essentiels (*voir l'Outil 4. Immigration*).
- Gérer les services de sécurité de l'entreprise, les relations avec les forces gouvernementales et leurs interactions avec les membres de la communauté affectés par le projet d'extraction minière. La consultation sur les questions des droits de l'enfant peut atténuer plus efficacement les risques, du fait du statut particulier des enfants et des dynamiques particulièrement sensibles qui entourent leurs interactions avec les forces de sécurité (*voir Outil 6. Sécurité*).
- Aider les entreprises d'extraction minière à se concentrer sur des investissements socioéconomiques au sein de la communauté dans le but d'améliorer durablement le respect des droits de l'enfant, par exemple, en poursuivant les investissements après la fermeture du site d'exploitation (*voir l'Outil 10. Investissement social*).

Pour de plus amples informations sur ces processus, consultez le tableau 2 de l'outil de l'UNICEF pour les entreprises « Engaging Stakeholders on Children's Rights », qui illustre les différents niveaux d'entreprises, de « aucun engagement » à la « collaboration avec les principales parties prenantes ». ¹³ Plus les entreprises sont susceptibles d'exercer un impact sur les droits de l'enfant de manière positive ou négative, plus elles peuvent renforcer la mobilisation des parties prenantes et leur niveau d'engagement. Pour chaque niveau de consultation, le tableau explique dans quelles circonstances il s'avère pertinent, décrit les actions que l'entreprise peut mettre en place et donne des exemples d'activités.

Les entreprises d'extraction minière ne jugeront utile de consulter directement les enfants que dans certains cas précis. La triangulation des autres sources de données grâce à l'implication de défenseurs des droits de l'enfant ou d'informateurs clés adultes, tels que des agents de police, des employés de l'entreprise, des responsables communautaires et des agents de santé, peut souvent permettre de récolter des informations suffisantes.

Néanmoins, les enfants peuvent apporter un point de vue et des opinions uniques sur leurs expériences et, dans certains cas, seuls les enfants disposent des connaissances ou des faits découlant directement de ces expériences. En fonction du problème et du besoin de consultation, il peut s'avérer plus pertinent, plus efficace et plus durable de baser les évaluations et décisions de l'entreprise sur l'opinion des enfants. Le tableau 2 liste les circonstances éventuelles dans lesquelles une telle consultation paraît nécessaire.

¹³ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Engaging Stakeholders on Children's Rights: A tool for companies*, UNICEF, Genève, septembre 2014, p. 10-11. Disponible à l'adresse : www.unicef.org/csr/568.htm.

Tableau 2. Exemples de circonstances et de raisons justifiant la consultation directe des enfants

Quand	Pourquoi
Les enfants peuvent fournir des informations non disponibles auprès de défenseurs des droits de l'enfant.	– Pour comprendre en quoi les changements socioéconomiques dans les zones minières, i.e. l'augmentation des activités criminelles, affectent les enfants vulnérables – Pour mieux saisir les questions sensibles ou ayant été omises par d'autres parties prenantes, telles que la maltraitance ou l'exploitation des enfants – Pour cerner les préoccupations des enfants dans les zones où les normes culturelles les empêchent habituellement d'exprimer leur opinion
La consultation directe des enfants permet de recueillir des informations supplémentaires par rapport à celles données par les défenseurs des droits de l'enfant ou d'autres informateurs clés.	– Pour mieux cerner la vie des groupes considérablement défavorisés, tels que les enfants vivant dans la rue, les orphelins ou les enfants travailleurs, qui sont souvent invisibles, et comprendre comment les opérations minières entravent le respect de leurs droits – Pour saisir l'impact négatif éventuel des conflits, des discriminations et/ou des dynamiques de pouvoir sur les enfants
Les activités minières sont susceptibles de causer des répercussions sociales ou environnementales irréversibles pour les enfants.	– Pour élaborer des plans de gestion, notamment de réinstallation et de fermeture de mines, prenant en compte les populations les plus vulnérables, i.e. les ménages dirigés par une femme ou un enfant
Les informations données par les adultes à l'égard des enfants doivent être validées.	– Pour respecter la liberté des enfants et/ou des défenseurs des droits de l'enfant de donner ou de refuser leur consentement, en particulier lorsque des activités d'extraction minière peuvent être menées à proximité ou au sein de communautés autochtones – Pour surveiller et évaluer les avantages des initiatives axées sur les enfants

2.3 Comment les entreprises peuvent-elles garantir une consultation efficace des parties prenantes en ce qui concerne le respect des droits de l'enfant ?

Pour aborder la consultation des parties prenantes à travers le prisme des droits de l'enfant, les entreprises d'extraction minière devront définir les caractéristiques géographiques de la zone de projet, la portée des questions examinées et les parties prenantes à consulter, ainsi que les conflits ou les dynamiques de pouvoir existant entre ces différentes parties. Lors du choix de l'approche la mieux adaptée pour susciter la consultation des parties prenantes, il est important d'évaluer le type d'information que les enfants, les jeunes et/ou les défenseurs des droits de l'enfant devront recevoir en fonction de leur possible implication dans le projet et la manière dont cette information devra être communiquée.

Une entreprise d'extraction minière dispose de plusieurs approches pour assurer le processus de la consultation des défenseurs des droits de l'enfant. Par exemple, le tableau 2B.3 de la Boîte à outils d'évaluation socioéconomique d'Anglo American présente les différentes techniques de la consultation – entretiens individuels, mécanismes de plaintes et de réclamation, ateliers, groupes de discussion/forums, réunions-débats, réunions portes ouvertes, fiches de commentaires/réponses, enquêtes, outils de participation et comités consultatifs/panels de parties prenantes – et indique l'utilisation la plus appropriée pour chaque technique.¹⁴

¹⁴ Anglo American, « Table 2B.3 Matrix of Techniques », *Socio-Economic Assessment Toolbox (SEAT)*, Version 3, Anglo American Services UK Ltd., Londres, 2012, p. 53-57. PDF disponible à l'adresse : www.angloamerican.com/-/media/Files/A/Anglo-American-Plc/docs/seat-toolbox-v3.pdf.

La consultation directe des enfants nécessite impérativement la participation d'autres défenseurs et experts des droits de l'enfant ayant une bonne compréhension des problèmes, car cette méthode peut s'avérer plus néfaste que bénéfique si elle n'est pas réalisée de manière appropriée et éthique. Ainsi, la première étape du processus de consultation des enfants consiste à identifier les facilitateurs qui disposent de la formation, des connaissances et de l'expérience requises pour faire respecter les normes liées à la protection de l'enfance pendant les consultations directes.

Les entreprises doivent envisager de collaborer avec des défenseurs des droits de l'enfant pouvant soutenir l'évaluation de la situation des droits de l'enfant dans un contexte précis. Elles peuvent également impliquer des individus ne disposant pas nécessairement d'une expertise sur la question des droits de l'enfant, mais étant en contact étroit ou vivant à proximité d'enfants affectés par les activités d'extraction. Des exemples de groupes défendant les droits de l'enfant figurent dans le tableau 3.

Tableau 3. Exemples de défenseurs des droits de l'enfant

Groupes de parties prenantes	Exemples
Organisations de jeunes	Les clubs d'enfants et les clubs dirigés par les enfants (organisations gérées pour ou par des enfants/jeunes) créés par le biais des écoles, des centres communautaires, des ONG, du gouvernement, des lieux de culte, etc.
Société civile et organisations internationales	ONG, organisations communautaires ou organisations multilatérales œuvrant directement en faveur des enfants et des jeunes (p. ex., l'UNICEF, Save the Children, Plan International) ou s'intéressant directement au secteur minier, à l'environnement, à l'eau, à la sécurité, etc.
Experts universitaires	Individus disposant de compétences professionnelles ou universitaires sur les droits de l'enfant ou ayant mené des recherches sur les questions relatives au développement de l'enfant dans la région, le pays ou la zone d'activité de l'entreprise d'extraction minière
Parents/responsables de l'enfant	Les tuteurs pouvant fournir des informations sur le bien-être des enfants, leurs activités ou l'utilisation des ressources (Ex., dons de l'entreprise ou versements des services publics)
Gouvernement	Comités nationaux ou locaux ou ministères responsables des droits de l'enfant (ex., Ministère de l'éducation), Médiateur des enfants et Commissaire aux droits de l'enfant; les commissions nationales des droits de l'homme sont aussi habilitées à travailler sur les questions relatives aux droits de l'enfant en l'absence de Médiateur des enfants
Entreprises/fournisseurs	Autres entreprises minières ou d'extraction opérant dans la même zone géographique ou sur la même chaîne de valeur et pouvant fournir des informations sur les questions relatives aux droits de l'enfant et sur la façon dont elles compensent leur impact, de manière individuelle ou collaborative
Organisations professionnelles	Organisations syndicales ou autres organisations professionnelles pouvant donner un aperçu des conditions de travail des personnes ayant charge de famille ou des jeunes travailleurs
Professionnels en contact avec des enfants et/ou des responsables communautaires	Enseignants, médecins, agents de santé, avocats, agents des services de protection de l'enfance et/ou travailleurs sociaux, chefs de village ou responsables communautaires, et chefs religieux pouvant connaître le niveau de bien-être des enfants (p. ex., maladie due à la pollution de l'eau dans le village)
Personnel de l'entreprise	Personnel de l'entreprise (p. ex., agents responsables des relations communautaires, agents de sécurité) pouvant transmettre des informations sur le comportement ou les activités des enfants de la communauté locale
Enfants	Groupes d'enfants (p. ex., jeunes travailleurs, membres de la communauté, enfants du personnel) susceptibles d'être affectés de manière positive ou négative par les activités de l'entreprise

La consultation en faveur des droits de l'enfant doit être à la fois globale et sincère, doit établir clairement les motivations de l'entreprise en ce sens, ainsi que les problèmes spécifiques rencontrés, et doit définir une vision englobant à la fois les objectifs de l'entreprise et les avantages pour les enfants.

Avant toute consultation des enfants, il importe de dresser la liste des sujets qui devront être abordés dans ce cadre, plutôt que d'attendre des enfants qu'ils fournissent des informations sur de vastes sujets qui pourront guider la stratégie en matière de développement durable ou de droits de l'homme. Les questions suivantes peuvent être examinées en interne lors de la préparation d'une consultation :

- L'implication des enfants sera-t-elle utile à l'entreprise ?
- La consultation en faveur des droits de l'enfant s'appuie-t-elle sur une motivation réelle de l'entreprise, par exemple pour comprendre son impact et utiliser ces informations pour étayer sa stratégie de développement durable, et sur l'intention d'agir conformément aux résultats de la consultation ?
- Sur quelles questions spécifiques les enfants seront-ils consultés ?
- La consultation des enfants sera-t-elle fondée sur des données probantes et respectera-t-elle les principes éthiques, en traitant les enfants avec respect et sans discrimination ?
- Veillera-t-elle à ce que la participation des enfants soit volontaire à toutes les étapes de la consultation et à ce que les enfants et leurs parents et/ou leurs tuteurs soient pleinement conscients de l'objectif de l'exercice ? Seront-ils informés de la manière dont les résultats seront utilisés et leur contribution valorisée ?
- L'entreprise dispose-t-elle des capacités et du temps nécessaires pour assurer une consultation efficace des enfants et collaborer avec les organisations concernées en vue de garantir des consultations constructives ?
- L'entreprise tiendra-t-elle les parties prenantes consultées informées de ses actions sur un point précis ou des impacts positives générées pour les enfants ?

Le tableau 4 fournit des exemples d'objectifs applicables à des situations justifiant spécifiquement la consultation des enfants et dresse une liste de questions pouvant être utilisées par les entreprises d'extraction minière pour comprendre et mieux gérer leur impact sur les enfants.

Tableau 4. Exemples de problèmes potentiels en matière de droits de l'enfant et questions connexes

Étude d'impact	
Objectifs	Exemples de questions
Apprécier et évaluer l'impact social des activités d'extraction minière sur les enfants et les jeunes de la communauté locale Comprendre le contexte dans lequel l'entreprise d'extraction minière exerce ses activités et mettre en lumière les risques potentiels pour les droits de l'enfant Cartographier les parties prenantes et leurs fonctions, intérêts et besoins Comprendre les évolutions au sein de la communauté et leur impact sur les enfants et leurs droits, par exemple, les réinstallations passées, les conflits, les épidémies, les niveaux de pauvreté	<i>Pour les enfants et les jeunes :</i> – Où vis-tu? Qui d'autre vit dans ton foyer? – Depuis combien de temps toi et ta famille vivez-vous dans la ville, le village et/ou la région? – Avez-vous accès à l'eau et l'électricité? Ta famille possède-t-elle les terres attenantes à votre maison ou les exploite-t-elle? Dans quel but? La situation a-t-elle évolué récemment?
	<i>Pour les défenseurs des droits de l'enfant et/ou les représentants :</i> – Quel est le pourcentage d'enfants d'origine immigrée, d'enfants autochtones et/ou d'enfants appartenant à des groupes minoritaires, en fonction de leur nationalité, de leur groupe ethnique, de leur région d'origine ou de leur langue? – Quelles répercussions sociales les enfants et les jeunes de la communauté locale ont-ils subies récemment en raison d'une épidémie, d'un conflit, d'une politique du gouvernement et/ou d'investissements privés? – Des obstacles connus entravent-ils la consultation des femmes et des enfants?
	<i>Pour les autorités locales et/ou nationales :</i> – Comment les droits de l'enfant sont-ils traités par les autorités locales? – Quelle est la disponibilité et la capacité d'intervention des services sociaux au niveau local? À quels défis sont-ils confrontés? – Dans quelle mesure les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants/jeunes, ont-ils accès au système judiciaire et peuvent-ils obtenir réparation?
Réinstallation	
Objectifs	Exemples de questions
Évaluer le nombre de ménages dirigés par une femme ou de ménages dirigés par un enfant et/ou un jeune dont le droit à la propriété n'est pas prévu par la législation nationale Comprendre l'application des systèmes coutumiers et juridiques du régime foncier pour les enfants et les jeunes, en particulier les filles Élaborer un cadre d'éligibilité et de compensation tenant compte des enfants vulnérables Aborder la planification et la conduite de la réinstallation à travers le prisme des droits de l'enfant pour s'assurer que l'état psychologique, physique et financier des enfants et des jeunes n'est pas détérioré	<i>Pour les enfants et les jeunes :</i> – Où vis-tu? Qui s'occupe de la maison ou des autres propriétés, ex., une ferme? – Ta famille a-t-elle toujours habité ici? Les terres sont-elles transmises de génération en génération? – As-tu visité le nouveau lieu où tu vas habiter? Te plaît-il? Pourquoi ou pourquoi pas? – Certains de tes proches, ex., des amis ou des membres de ta famille, vont-ils s'installer au même endroit que toi?
	<i>Pour les défenseurs des droits de l'enfant et/ou les représentants :</i> – Quels sont les problèmes rencontrés par les ménages dirigés par une femme et/ou les ménages dirigés par un enfant/jeune en matière de propriété foncière? – Quelles pourraient être les répercussions d'une réinstallation de la communauté sur le mode de vie traditionnel?
	<i>Pour les autorités locales et/ou nationales :</i> – Quelles sont les lois coutumières et la législation nationale relatives au régime foncier (droits fonciers)? – Comment les droits des personnes dont le titre de propriété est flou peuvent-ils être protégés par la législation nationale? Les femmes ont-elles le droit d'accéder à la propriété? – À quelles difficultés sont confrontées les autorités locales en termes de réinstallation des groupes vulnérables, tels que les enfants et les jeunes? Comment les autorités prévoient-elles de surmonter ces difficultés?

Tableau 4. Exemples de problèmes potentiels en matière de droits de l'enfant et questions connexes (suite)

Immigration	
Objectifs	Exemples de questions
<i>Comprendre et gérer l'immigration due aux activités minières en tenant compte des droits de l'enfant</i>	<i>Pour les enfants et les jeunes :</i> – Connais-tu quelqu'un dont la famille a aménagé ici pour se rapprocher du site minier ? – Ta famille est-elle venue dans la région pour l'extraction minière ou pour d'autres opportunités d'emploi ? As-tu été victime de maltraitance, ex. de harcèlement, depuis que tu as aménagé ici ? – Quels sont les points positifs et négatifs résultant de l'aménagement près de la mine ? Vas-tu à l'école et joues-tu avec tes amis aussi facilement que dans ton ancienne communauté ?
	<i>Pour les défenseurs des droits de l'enfant et/ou les représentants :</i> – Le comportement des enfants de la communauté locale a-t-il changé à la suite de l'afflux de nouveaux habitants dans la région ? – L'immigration des travailleurs a-t-elle entraîné des problèmes de cohésion ou d'intégration, en particulier parmi les enfants et les jeunes d'origines différentes ? – Quels problèmes rencontrent les familles dans lesquelles l'un des parents a aménagé dans la zone minière ou à proximité pour trouver du travail ? – Les familles et les enfants migrants ont-ils accès aux services sociaux ? – Les enfants migrants sont-ils exposés à la maltraitance et à l'exploitation ?
	<i>Pour les autorités locales et/ou nationales :</i> – Quels schémas d'immigration ont été observés au niveau local ? Des populations ont-elles immigré récemment dans la région ? Si tel est le cas, quels sont les problèmes constatés en matière de prestation de services à l'échelle locale ? – Des réglementations ont-elles été adoptées pour gérer l'immigration, p. ex., enregistrer les informations personnelles des nouveaux arrivants, et garantir l'accès des migrants à l'emploi, au logement et à d'autres services ?
Environnement	
Objectifs	Exemples de questions
<i>Apprécier et évaluer l'impact environnemental des activités d'extraction minière sur les enfants et les jeunes de la communauté locale</i> <i>Déterminer si le niveau de pollution et de nuisances (eau, poussière, bruit, etc.) a des effets spécifiques et graves sur le bien-être des enfants et des jeunes</i> <i>Comprendre la corrélation entre les changements environnementaux causés par un projet d'extraction minière et l'impact sur la santé des enfants</i>	<i>Pour les enfants et les jeunes :</i> – Es-tu en bonne santé ? As-tu été malade récemment ? De quoi ? – Quel est ton régime alimentaire ? As-tu l'impression de manquer d'un aliment/nutriment particulier ? – Tes parents sont-ils en bonne santé ? Ont-ils été malades récemment ? De quoi ? Cette maladie était-elle liée à leur travail ?
	<i>Pour les défenseurs des droits de l'enfant et/ou les représentants :</i> – Les enfants ont-ils été atteints d'une maladie particulière depuis le début des activités d'extraction minière ? – Des problèmes de nutrition ont-ils été identifiés dans la région ?
	<i>Pour les autorités locales et/ou nationales :</i> – Quelle législation régleme l'impact environnemental des activités d'extraction minière ? En quoi ces lois ou réglementations protègent-elles les droits de l'enfant ? – Des seuils légaux ont-ils été fixés pour certains polluants ? Pour ces polluants, des seuils ont-ils été spécifiquement définis pour les enfants ? – Comment les autorités locales collaborent-elles avec l'entreprise d'extraction minière pour gérer les impacts environnementaux ?

Tableau 4. Exemples de problèmes potentiels en matière de droits de l'enfant et questions connexes (suite)

Sécurité	
Objectifs	Exemples de questions
<i>Comprendre les problèmes liés aux droits de l'enfant provoqués par les conflits et la gestion de la sécurité dans et/ou à proximité de la zone d'extraction minière</i> <i>Éviter et limiter la violation des droits de l'enfant par les membres des forces de sécurité privées engagées par l'entreprise d'extraction minière et/ou les forces publiques ex., police, armée)</i>	<i>Pour les enfants et les jeunes :</i> – Connais-tu les mesures de sécurité mises en place par l'entreprise d'extraction minière et sais-tu ce qu'elles impliquent pour toi en termes de restriction d'accès, de risques potentiels, etc. ? – As-tu été témoin de litiges ou de protestations liés à la mine ou à d'autres facteurs ? Quelle était la nature des protestations et où ont-elles eu lieu ? – As-tu entendu parler des mécanismes de réclamation existants permettant de déposer une plainte ou une demande auprès de l'entreprise d'extraction minière ?
	<i>Pour les défenseurs des droits de l'enfant et/ou les représentants :</i> – La région connaît-elle ou a-t-elle connu des litiges ou des désaccords et/ou des problèmes ayant eu des répercussions sur les droits de l'enfant ? – Qui est à l'origine des menaces à la sécurité ou des crimes et infractions, et pourquoi ? Quels groupes spécifiques sont impliqués dans ces activités criminelles et quelles en sont les premières victimes ? – Y a-t-il eu par le passé des cas de maltraitance (ex., harcèlement, violences sexuelles, coercition) à l'encontre des enfants ou des jeunes perpétrée par les forces de sécurité publiques et/ou privées ?
	<i>Pour les autorités locales et/ou nationales :</i> – Dans quelle mesure la région est-elle considérée comme sûre ? Quel groupe de population est le plus souvent touché par la criminalité ? Quelle est la nature des activités criminelles et des autres problèmes de sécurité ? – Les forces de sécurité publiques ont-elles dû intervenir dans des litiges ou des désaccords survenus entre la communauté et l'entreprise d'extraction minière ? Que s'est-il passé ? Des enfants ou des jeunes étaient-ils impliqués et/ou détenus ? – Dans quelle mesure les groupes vulnérables, en particulier les femmes, les enfants et les jeunes, ont-ils accès au système judiciaire et peuvent-ils obtenir réparation ?

Tableau 4. Exemples de problèmes potentiels en matière de droits de l'enfant et questions connexes (suite)

Santé et sûreté	
Objectifs	Exemples de questions
<i>Comprendre les répercussions négatives des activités d'extraction minière sur la santé et la sûreté des enfants</i> <i>Identifier en quoi les éléments connexes du projet d'extraction minière (routes, résidus, etc.) peuvent constituer une menace pour le bien-être et la sécurité des enfants</i>	<i>Pour les enfants et les jeunes :</i> – Vis-tu à proximité du site minier? Te rends-tu souvent autour ou dans le site minier? – Te sens-tu en sécurité? Te sens-tu en insécurité à cause de certaines choses, de certaines personnes ou dans certains endroits? – Qu'est-ce que l'entreprise d'extraction minière pourrait faire pour améliorer la sûreté des enfants et des jeunes dans la communauté?
	<i>Pour les défenseurs des droits de l'enfant et/ou les représentants :</i> – Êtes-vous préoccupés par certains problèmes de santé chez les enfants et les jeunes, ex., des accidents sur les routes, au sein du foyer ou sur le lieu de travail, des brûlures ou des noyades, des agressions ou la survenue d'infections sexuellement transmissibles? – L'entreprise d'extraction minière a-t-elle sensibilisé les enfants aux dangers liés à ses activités, ex., la sécurité sur les routes? Si tel est le cas, quelle a été l'efficacité de cette sensibilisation? – Quel type d'outils de sensibilisation (ex., récits, pièces de théâtre, dessins, photos) l'entreprise d'extraction minière devrait-elle utiliser pour informer les enfants et les jeunes de la communauté locale des risques pour leur santé et leur sécurité?
	<i>Pour les autorités locales et/ou nationales :</i> – Avez-vous constaté une augmentation du nombre d'accidents/de décès chez les enfants et les jeunes depuis le début des activités d'extraction minière? Qu'en disent les statistiques? – Avez-vous constaté une hausse du nombre de grossesses et d'infections sexuellement transmissibles chez les adolescentes et adolescents depuis le début des activités d'extraction minière? Qu'en disent les statistiques? – Quel type de collaboration l'entreprise a-t-elle mis en place avec les autorités locales pour gérer les risques pour la santé et la sécurité des enfants et des jeunes?

Tableau 4. Exemples de problèmes potentiels en matière de droits de l'enfant et questions connexes (suite)

Protection des enfants contre les violences sexuelles	
Objectifs	Exemples de questions
<i>Identifier les risques sociaux et économiques, à la fois internes et externes, pouvant exposer les enfants à des violences sexuelles (abus ou exploitation)</i> <i>Contrôler la prostitution, en particulier celle impliquant les enfants, au sein de la communauté dans laquelle l'entreprise d'extraction minière mène ses activités</i> <i>Prendre des mesures de vigilance afin de s'assurer que les fournisseurs ont identifié les problèmes et ont mis en œuvre des plans de gestion pour éviter l'exploitation et les abus sexuels visant les enfants</i>	<i>Pour les enfants et les jeunes :</i> La consultation directe des enfants et des jeunes sur les questions liées à l'exploitation et aux abus sexuels nécessite des sensibilités et des connaissances particulières. C'est pourquoi celle-ci doit être menée par des facilitateurs professionnels qui seront en mesure d'élaborer des questions utilisant un langage et un contenu adaptés à l'âge des enfants.
	<i>Pour les défenseurs des droits de l'enfant et/ou les représentants :</i> – Des cas de violences sexuelles contre des enfants ont-ils été signalés dans la région ? Leur nombre a-t-il augmenté ou diminué depuis le début des activités d'extraction minière ? – La traite des enfants à des fins de prostitution est-elle un problème rencontré dans la région ? – L'entreprise a-t-elle adopté des mesures efficaces pour prévenir tout comportement inapproprié des employés ou des fournisseurs à l'encontre des enfants et des jeunes ? – Quel type d'outils de sensibilisation (p. ex., récits, pièces de théâtre, dessins, photos) l'entreprise d'extraction minière devrait-elle utiliser pour informer les enfants et les jeunes de la communauté locale des risques d'exploitation et d'abus sexuels ? – L'entreprise d'extraction minière a-t-elle créé des mécanismes sûrs de signalement des abus ? – Les survivants de violences sexuelles ont-ils accès au système judiciaire et peuvent-ils avoir l'assurance d'être traités équitablement ?
	<i>Pour les autorités locales et/ou nationales :</i> – Quels systèmes ont été mis en place pour surveiller l'exploitation et les abus sexuels visant les enfants de la communauté ? Sont-ils efficaces ? – Quelle est la législation en vigueur, quel est le nombre de poursuites engagées et quel est le taux de condamnation en matière de violences sexuelles à l'encontre des enfants ? – Existe-t-il des services de santé spécialement dédiés à la prévention et au traitement des infections sexuellement transmissibles, notamment du VIH, et du sida ? – Quelle est votre responsabilité en matière de prévention, de protection et de poursuites ? Quels moyens et mesures avez-vous déployés pour prévenir les violences sexuelles dans la région et protéger les enfants, et quels sont leurs résultats ? Ces moyens et mesures sont-ils conformes aux bonnes pratiques internationales en matière de lutte contre la traite et la maltraitance des enfants ?

Tableau 4. Exemples de problèmes potentiels en matière de droits de l'enfant et questions connexes (suite)

Investissement social	
Objectifs	Exemples de questions
<i>Sensibiliser l'entreprise à la façon de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant par le biais de l'investissement social</i> <i>Élaborer et mettre en œuvre des projets de développement à long terme qui profiteront à la population locale et amélioreront ses moyens de subsistance</i> <i>Suivre et évaluer l'efficacité, le rendement et la pérennité des initiatives d'investissement social</i>	<i>Pour les enfants et les jeunes :</i> – Que fais-tu pendant ton temps libre ? – Qu'aimerais-tu faire une fois que tu as fini ta scolarité ? – Quelles sont tes aspirations pour l'avenir ?
	<i>Pour les défenseurs des droits de l'enfant et/ou les représentants :</i> – Dans quelles problématiques liées aux droits de l'enfant l'entreprise d'extraction minière devrait-elle investir ? Pourquoi ? – L'entreprise participe-t-elle à des projets de développement à long terme qui profiteront à la population locale et amélioreront ses moyens de subsistance ? – Les enfants et les jeunes ont-ils été impliqués dans la conception et l'élaboration des projets ? – Que peut faire l'entreprise pour garantir la pérennité de ses initiatives d'investissement social ? – Comment l'entreprise peut-elle déployer les initiatives d'investissement social en partenariat avec les parties prenantes locales ? Ces dernières ont-elles des besoins particuliers en matière de renforcement de leurs capacités sur lesquels l'entreprise pourrait agir ?
	<i>Pour les autorités locales et/ou nationales :</i> – Un plan national/local de développement traitant de l'amélioration des droits et du bien-être de l'enfant a-t-il été créé ? La stratégie d'investissement social de l'entreprise est-elle conforme à ce plan ? – Les autorités ont-elles les capacités de gérer et suivre le projet d'investissement social sur le long terme ?